

## Débat 2

### Orientations pour une relance de l'agenda de Lisbonne

Geoffroy Roux de Bézieux

MEDEF

**Le contexte :** l'économie globalisée du XXI<sup>e</sup> siècle est celle d'un monde de compétition entre des économies-continentes. Dans ce monde multipolaire, quel est le potentiel de localisation et de développement en Europe d'activités porteuses? Compte tenu de la situation particulièrement grave de l'économie européenne, notamment de la zone euro, il y a urgence à définir une nouvelle stratégie commune et une politique intégrée de compétitivité et d'attractivité.

**Une exigence :** dans cette économie mondialisée, l'Europe ne peut se démarquer que par l'innovation. C'était l'objectif de la Stratégie de Lisbonne avec pour ambition de faire de l'Europe la première économie fondée sur la connaissance. Avec 2% de son PIB consacrés aux dépenses de R&D, l'objectif de 3% du PIB en 2010 est loin d'être atteint. En matière de brevets, l'Europe est fortement concurrencée sur son propre marché, détenant à peine plus de brevets européens que les États-Unis.

**Un enjeu :** saisir les opportunités de marché qu'offrent les mutations technologiques qui se poursuivent à un rythme soutenu. Dans dix ans, notre environnement technique sera profondément modifié, comme le souligne le rapport de France Stratégie publié le 27 juin 2014 : « La connectivité universelle, l'internet des objets, l'exploitation massive des données individuelles, l'enseignement à distance et la médecine de précision façonneront une vie quotidienne dont les grandes lignes sont déjà visibles. Certaines innovations hier encore inimaginables, comme les voitures à conduite automatique, auront commencé à se diffuser ». Autant d'opportunités à saisir pour les entreprises européennes, comme le rappelle la Commission européenne en déclarant que l'Union doit « transformer de grandes idées en produits et en services utiles si elle veut prendre la tête de l'économie mondiale ».

**Un préalable :** restaurer la compétitivité des entreprises et l'attractivité des territoires. L'intensification de la compétition mondiale en matière de R&D oblige les pays européens à s'adapter en permanence. Il faut agir plus fort et plus vite pour réduire la fracture de l'innovation entre l'Europe et les autres zones concurrentes. Les quelques résultats produits par la stratégie de Lisbonne n'ont été obtenus que trop lentement : ainsi, priorité numéro un de cette Stratégie, le *Brevet de l'Union*, dont la création a été décidée en 2000, n'entrera en vigueur qu'en 2015.

Il faut donc relancer la stratégie européenne de l'innovation, avec deux priorités : le financement de l'innovation, le développement du numérique

#### I. Rendre plus accessibles aux PME les financements de la recherche et du développement

Une bonne intégration des entreprises dans la chaîne de valeur internationale suppose un fort développement en R&D, et donc un accès aux financements correspondants. C'est nécessaire pour permettre aux PME et aux ETI de grandir en Europe et de devenir des champions mondiaux.

– **Réussir la mise en œuvre du programme européen de recherche « Horizon 2020 ».** Le huitième programme-cadre européen pour la recherche et l'innovation « Horizon 2020 » adopté fin 2013 doit permettre de redresser l'implication des entreprises dans la réalisation des projets. Ainsi, 15% de son budget seront réservés à la participation des PME et des ETI.

– **Renforcer les structures de capital-risque dans le financement de l'innovation, encourager les investissements privés et les *business angels*.** L'innovation de rupture naît surtout dans les startups dont le développement dépend de l'accès au capital-risque. Or seulement 2% des besoins de financement des PME européennes sont couverts par le capital-risque contre 14% aux États-Unis. Le nouveau Règlement sur les fonds européens de capital risque (avril 2014) est une première réponse. Il va permettre de fédérer et de distribuer des fonds plus importants dont 70% doivent être destinés aux jeunes entreprises innovantes, dont l'introduction en bourse doit par ailleurs être facilitée. Pour développer le capital-risque, il importe de réduire la fiscalité sur les entreprises, et tout autant sur les investisseurs privés (fondations, *business angels*, etc.). Il en va du développement en taille et en nombre des PME et des ETI en Europe.

## **II. Monter en puissance la diffusion du numérique en Europe**

Il convient de développer une approche globale de la diffusion du numérique, à la fois secteur productif et vecteur de transformation économique. Sa diffusion nécessite la création à brève échéance d'un « marché unique numérique » à l'instar des États-Unis ou de la Chine. Il devra faciliter les échanges de données, la facturation, les paiements électroniques. Quelles sont les conditions de ce marché unique numérique ?

### **Garantir des règles du jeu équitable, c'est-à-dire :**

- Se doter d'une fiscalité favorable : toute réflexion fiscale doit s'inscrire dans un contexte de concurrence globale entre entreprises européennes et extra-européennes, selon le principe « mêmes exigences pour le même service » fourni aux consommateurs européens. L'effort d'investissement dans les infrastructures nécessite l'établissement d'une équité fiscale entre tous les acteurs de l'écosystème à l'échelle internationale (dont les géants du net).
- Respecter impérativement le calendrier de mise en œuvre de la réforme de la TVA à partir de 2015 : les entreprises devront s'acquitter de la TVA dans le pays de consommation et non plus dans leur pays de domiciliation.
- Mettre en place une assiette commune consolidée de l'impôt sur les sociétés, facteur de lisibilité et d'efficacité pour les entreprises du secteur.

### **Assurer le déploiement du très haut débit à l'échelle de l'Europe**

Le très haut débit est primordial pour le développement des nouveaux services et des nouvelles applications à partir de la téléphonie mobile. Ces nouveaux usages à l'origine de nouveaux *business models* et de la création de nombreuses *startups* sont l'avenir de l'économie numérique. L'Europe, longtemps championne du haut débit, accuse désormais un retard dans la compétition mondiale sur l'implémentation du très haut débit. Or il s'agit là d'un socle essentiel de compétitivité et de croissance. Le financement des infrastructures doit donc faire l'objet de priorités dans les arbitrages financiers de la Commission et budgétaires des États. Les investissements nécessaires sont d'un tel montant qu'ils exigeront tout autant des financements privés, ce qui suppose une attractivité suffisante de l'Europe pour les investisseurs internationaux (fonds de pension...)

**Développer la diffusion du numérique dans le tissu entrepreneurial, c'est à dire :**

- Mettre en place un système d'identité numérique, généraliser la facture et les paiements électronique<sup>1</sup> ;
- Se doter d'une e-administration performante ;
- Améliorer la sécurité des systèmes d'information de l'entreprise, vital pour une adoption rapide du numérique par les acteurs économiques et maintenir la confiance des clients. Les exigences liées à la cyber-sécurité devraient être étendues à l'ensemble des participants de la chaîne de valeur de l'économie numérique.
- Développer les formations numériques (initiales et continues) pour que l'Europe puisse répondre aux besoins des entreprises en compétences nouvelles «digitalisées», quel que soit le secteur d'activité.

La mondialisation accélère les processus d'échanges des biens et services, des connaissances, et donc la mobilité des capitaux et des hommes. Dans ce contexte, aucun pôle de compétitivité, aucune filière ni politique industrielle nationale ne suffit à faire émerger des champions mondiaux européens dans les secteurs de nouvelles technologies les plus porteurs (électronique, robotique, *smart grids*, *big data*, *cloud*, objets connectés...). Il est donc urgent que les États membres de l'UE coordonnent leurs politiques d'innovation pour que l'Europe exerce son leadership, notamment dans les instances mondiales de normalisation. Ce qui suppose tout autant et que toutes les politiques publiques – nationales et communautaires – soient ordonnées à l'objectif de compétitivité.

---

<sup>1</sup> Les pays membres doivent transposer rapidement la directive du 13 juillet 2010, visant à simplifier les règles d'application de la facture électronique.